

Samedi 26 Février 1848.

PRIX DU NUMERO: 10 CENTIMES.

1^{re} Année. — N° 1.

LA TRIBUNE NATIONALE

ORGANE DES INTERÊTS DE TOUS LES CITOYENS.

Egalité.—Liberté.—Fraternité.

La loi, c'est la volonté de tous.

RÉDACTION DU JOURNAL. — MM. LAMENNAIS,
JULES SCHMELTZ, ALPHONSE ESQUIROS.

Paroles d'un Croquant.

« Et le vieillard, transi d'effroi, fut transporté dans un palais plus grand. »
« Et celui qui dormait là (Louis-Philippe) ne respirait qu'une peine extrême. Un spectre noir était accroupi sur sa poitrine et le regardait en ricanant. Et il lui paraissait à l'oreille, d ses paroles devenaient des visions dans l'âme de l'homme qu'il pressait et foulait de ses os pointus. »
« Et celui-ci se voyait entouré d'une innombrable multitude qui poussait des cris effrayants :
« Tu nous as promis la liberté, et tu nous as donné l'esclavage.
« Tu nous as promis de régner par les lois, et les lois ne sont que tes caprices.
« Tu nous as promis d'épargner le pain de nos femmes et de nos enfants, et tu as doublé notre misère pour grossir tes trésors.
« Tu nous as promis de la gloire, et tu nous as valu le mépris des peuples et leur juste haine.
« Descends, descends, et va dormir avec les parjures et les tyrans.
« Et il se sentait précipité, traîné par cette multitude, et il s'accrochait à des sacs d'or, et les sacs crevaient, et l'or s'échappait et tombait à terre.
« Et il lui semblait qu'il errait pauvre dans le monde, et qu'ayant soif, il demandait à boire par charité, et qu'on lui présentait un verre plein de boue, et que tous le fuyaient, tous le maudissaient, parce qu'il était marqué au front du signe des traîtres.
« Et le vieillard détourna de lui les yeux avec dégoût. »
(Publié en 1855 par M. l'abbé de Lamennais.)

Citoyens,

Le Peuple et le Gouvernement provisoire ont proclamé hier la République : crions tous : *Vive la République!*
Un pouvoir a été organisé provisoirement, au nom du Peuple vainqueur; rallions-nous tous à ce pouvoir, serrons-nous tous autour du Gouvernement provisoire : c'est la première condition de salut, c'est notre premier devoir.

Serrons nos rangs, qu'aucune force ne puisse nous séparer, et une ère nouvelle de gloire, une ère nouvelle de prospérité naîtra pour la France.

Point d'ordre possible sans liberté; le gouvernement qui vient de tomber sous nos coups en est une preuve éclatante.

Mais aussi, point de liberté possible sans ordre, c'est-à-dire sans union, sans concorde. Unissons-nous donc.

Nous sommes tous frères, restons tous frères!

La Garde nationale et le Peuple ne font qu'un, restons toujours un!

Tout Citoyen est Garde national! La Garde nationale, c'est la Nation tout entière!

Comme l'a dit notre Gouvernement provisoire, tout citoyen est un magistrat public, un magistrat chargé de maintenir l'ordre, un magistrat chargé de la défense des droits et des intérêts de tous.

Remplissons donc tous notre devoir, et vive à jamais la République!

LAMENNAIS, VILLIAUME, SCHMELTZ.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 25 février 1848.

Le Gouvernement de la République française s'engage à garantir l'existence de l'Ouvrier par le travail;

Il s'engage à garantir du travail à tous les Citoyens;

Il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail.

Le Gouvernement provisoire rend aux Ouvriers, auxquels il appartient, le Million qui va échoir de la liste civile.

GARNIER PAGÈS,

Maire de Paris.

LOUIS BLANC,

L'un des Secrétaires du Gouvernement provisoire.

Notre Journal, comme le titre le désigne, est une tribune ouverte à tous les citoyens. Nous faisons appel surtout à toutes les intelligences d'élite de la classe ouvrière.

L'organisation sociale, voilà notre programme.
Élever tous les citoyens à la richesse par le travail et par l'association, voilà notre but.

La politique n'est pas la science de conduire les hommes comme des troupeaux. Les hommes, enfants de Dieu, ne sont pas un vil bétail. Politique, c'est la science sociale, c'est la science qui assure à tous la plénitude de la vie, la plénitude de toutes les jouissances, et, à plus forte raison, de la richesse, du travail et du pain.

Notre salut à tous est dans la forte constitution du Gouvernement provisoire, reconnu par tous.

Le Gouvernement provisoire ne sera fortement constitué que lorsque la Garde nationale le sera elle-même.

Tous les soins du Gouvernement provisoire doivent être dans l'organisation forte, régulière, toute-puissante, de la garde nationale.

La première disposition à prendre consiste dans le classement de chaque citoyen dans le peloton de son quartier.

La seconde, dans la nomination des officiers de chaque peloton.

La Garde nationale sera dès-lors une troupe régulière, et la République aura une base inébranlable.

Nous sommes en République; il faut que chacun sache bien ce que c'est qu'une République.

République, c'est le gouvernement de tous.

Nous sommes tous rois, nous sommes tous souverains.

République, veut dire la chose publique, la chose de tous, la consécration des droits et des intérêts de tous.

La Monarchie, au contraire, c'est la chose d'un seul, ce sont les droits et les intérêts de tous sacrifiés aux intérêts d'un seul.

A bas donc la Monarchie, et vive la République!

Tout citoyen doit être garde national;

Tout citoyen doit être électeur;

Tout citoyen doit être éligible;

Souvenons-nous-en!

L'union! l'union de toutes les classes de la population, voilà ce qu'il faut; il faut que tous les citoyens sans distinction servent les rangs pour faire face à toutes les éventualités.

La devise de notre République, c'est : Liberté, Égalité, Fraternité, — Fraternité surtout. Que notre Révolution inaugure par toute la terre le règne de la Fraternité.

Nous sommes plus que des citoyens, nous sommes frères. Ne sommes-nous pas tous enfants d'un même père qui est Dieu et d'une même mère qui est la France?

Le caractère de notre révolution doit donc être la fraternité.

La Charte défunte disait : « Le roi est irresponsable; il ne répond pas des balles ni des boulets qu'il pourrait envoyer à l'adresse des citoyens. »

C'étaient ces criminelles absurdités qu'on voulait nous faire respecter comme des articles de foi constitutionnels, qu'on voulait faire entrer de force dans nos intelligences.

Vive la République! citoyens.

Tout pour le peuple et par le peuple, tout pour les citoyens et par les citoyens, voilà la République.

80,000 hommes de troupes, 36 pièces de canon, tout cela broyé en dix heures, broyé d'un geste par le peuple! Que va dire, que va penser, que va faire l'Europe en apprenant cette nouvelle? Ce qu'elle va faire, elle va se prosterner de respect devant la majesté, devant la toute-puissance de la grande nation, la nation des grands hommes, la nation des grandes choses.

Le peuple français ne connaît jamais la peur! Pourquoi des citoyens français auraient-ils peur d'un mot? La peur de la République est un préjugé entretenu avec complaisance par les rois, oppresseurs des peuples.

Toutes les hautes intelligences ont été, sont et seront républicaines. Châteaubriant à la Chambre des pairs, en août 1830, disait : « La République est l'avenir du monde. »

Napoléon sur son rocher de Sainte-Hélène a dit : « Dans quarante ans l'Europe sera cosaque ou républicaine. »

Il nous faut donc la République si nous ne voulons être Cosaques.

Un des caractères les plus remarquables de toutes nos révolutions a toujours été la générosité du peuple français. On ne voit en ce moment dans les rues de Paris que des ouvriers donnant le bras à des soldats, après avoir échangé les casquettes contre les schakos. Ils s'entretenaient hier, ils s'embrassent aujourd'hui. L'ouvrier et le soldat sont deux frères que les besoins d'un seul homme rendent ennemis.

Diviser pour régner a toujours été la devise des tyrans. Un tyran hypocrite avait jeté la discorde parmi les Citoyens en persuadant aux uns qu'ils avaient seuls des droits. Il n'y a plus, aujourd'hui, ni conservateurs ni opposants, il n'y a plus que des Frères, des hommes dont les intérêts sont également sacrés, dont les intérêts doivent être également respectés.

Le soleil de la liberté luit, la lumière est faite. La confiance doit être à l'ordre du jour.

Nous devons tous avoir confiance dans cette admirable et puissante intelligence qu'on appelle la Nation française.

Nous disons, avec la Presse :

« Que toutes les boutiques s'ouvrent;

« Que les transactions ne s'interrompent pas;

« Que les caisses du commerçant et de la Banque ne se ferment pas;

« Que la Bourse reprenne ses opérations. »

Il faut que les travaux interrompus par la lutte recommencent de toutes parts; il faut que les ateliers quittés pour courir au champ de bataille s'ouvrent sur tous les points.

Pas d'ordre possible sans pain; pas de pain possible sans travail; pas de travail possible sans crédit.

Il faut que tous les capitaux s'offrent généreusement au travail : ils y trouveront une immense rémunération, des bénéfices et le salut du pays.

Imitons l'Angleterre : dans les grands dangers publics le commerce de Londres a toujours montré un esprit de patriotisme que le commerce français doit imiter. En 1797, quand la Banque d'Angleterre fut obligée de suspendre ses paiements en espèces, le commerce de Londres s'assembla et décida à l'unanimité qu'il ne demanderait pas le remboursement des billets de la Banque. Que le commerce de Paris suive cet exemple. Que demain, qu'après, les notables commerçants s'assemblent à la

Bourse et proposent de reculer d'un mois entier toutes les échéances, l'espérance renaîtra aussitôt. Nous attendons cette mesure généreuse et prudente du patriotisme de nos Concitoyens.

Jules SCHMELTZ.

Louis-Philippe, au moment où le peuple dans le délire de l'enthousiasme se précipitait à l'assaut des Tuileries défendues par 15,000 hommes d'infanterie, 10,000 de cavalerie et 6 batteries de canon, Louis-Philippe, disons-nous, n'était déjà plus qu'un cadavre; la foudre populaire l'avait frappé à la tête et au cœur. On raconte qu'à ce moment suprême il commanda au héros de Transnonain, à Bugeaud, de faire déboucher les 10,000 hommes de cavalerie du Carrousel sur les quais, avec l'artillerie, et, par une charge formidable, par une charge de 10,000 chevaux, d'essayer de ressaisir la victoire. L'ordre était donné et allait recevoir son exécution. La reine, les princesses se jetèrent à ses genoux, lui arrachèrent contr'ordre en lui parlant de la colère de Dieu, et il retomba anéanti dans son fauteuil.

Un trait admirable s'est passé dans notre immortelle journée du 24 février. Le général Tallandier revenait à l'École militaire, à la tête de son régiment. Un enfant de treize ans s'élança sur la route, et lui barrant le passage : Rends-moi ton épée! lui dit-il. Le général Tallandier la lui remit aussitôt. Maintenant, soldats, crosse en l'air! Les soldats obéissent, et le régiment tout entier se rend à cet enfant. Nous ignorons son nom.

Voici une proclamation qui a été faite, sur les barricades, par M. Villiaume, le 24 février au matin, à l'annonce du ministère Barrot-Thiers :

Citoyens!

Vous avez encore une fois, par votre héroïsme, mis le despotisme aux abois. Mais vous l'avez déjà vaincu le 14 juillet 1789, le 10 août 1792, le 29 juillet 1830, et chaque fois l'on vous a ravi le bénéfice de votre victoire. Vous n'avez rien gagné pour avoir versé votre sang dans tous ces glorieux combats et avoir vu assassiner vos femmes et vos enfants.

Que ces exemples vous instruisent enfin! Songez que, malgré le choix fait par le roi d'un ministère qui se dit patriote, vous perdrez tous les fruits de votre victoire, si vous ne vous rendez maîtres de son repaire et de celui de sa famille. Prenez donc à l'instant une résolution sublime et salutaire. Courez aux Tuileries; emparez-vous-en; tenez le roi et sa famille, sous bonne garde, et en otages, et vous serez sauvés. N'acceptez point son abdication, qu'il ne manquera pas de donner, quand il se verra perdu; il vous faut la déchéance de toute sa race.

Mais ayez soin ensuite de ne pas vous confier à des charlatans, à des hommes qui n'ont marqué que par leur lâcheté ou leur incapacité politique. Il ne suffit pas de vaincre, il faut profiter de la victoire!

Avec armes! aux Tuileries!

VIVE LA RÉPUBLIQUE!

Un fait original, qui est une nouvelle preuve de l'entrain et de l'esprit français, s'est passé sous les yeux de l'un de nous à la barricade de la rue du Petit-Carreau. Au coin de la rue de Cléry et du Petit-Carreau, il y avait une barricade dont la troupe de ligne s'était emparée, et qu'elle gardait rangée en bataille; au même instant, les citoyens recommencèrent, dans la rue du Petit-Carreau, sous les yeux de la troupe et à dix pas, une barricade avec des pavés : les pavés manquaient. Un homme du peuple s'approche de la troupe de ligne, et, s'adressant à l'homme qui était à la gauche du peloton : Dis donc, mon vieux de la vieille, lui dit-il tout haut, j'ai besoin du pavé sur lequel tu es, recule. Et le soldat se laisse prendre son pavé sous les pieds.

Hier, le train du chemin de fer de Rouen, partant à trois heures et demie, arrivé au pont d'Asnières, a été obligé de rebrousser chemin. Le pont d'Asnières avait été incendié par la malveillance intéressée. L'Administration du chemin a desuite pris des mesures pour établir la communication par le second pont d'Asnières.

Tous les citoyens des Batignolles et des communes voisines accoururent aussitôt spontanément à la gare du chemin de fer pour la défendre dans le cas où on viendrait la menacer.

L'administration, représentée par MM. Laperrière, chef d'exploitation, et Leclerc, inspecteur général, qui précédemment avaient offert de transporter gratuitement toutes les denrées nécessaires à l'alimentation de Paris, ont fait servir un banquet improvisé à tous les bons citoyens qui étaient venus leur prêter assistance.

HOTEL-DE-VILLE.

A trois heures un roulement de tambours a commandé le silence, et au milieu de l'attention générale, un citoyen, monté sur un canon, et portant les insignes d'un commissaire du gouvernement, a lu la proclamation suivante :

Citoyens!

Le gouvernement provisoire déclare que le Gouvernement actuel est le Gouvernement républicain, et que la Nation sera appelée immédiatement à ratifier par son vote la résolution du Gouvernement provisoire et du peuple de Paris.

Signé : LAMARTINE, CRÉMIEUX, LEDRU-ROLLIN, GARNIER-PAGÈS, DUPONT (de l'Eure), MARIE.

A la suite de cette lecture, le commissaire s'est écrié d'une voix haute : VIVE LA RÉPUBLIQUE!
Tout le peuple présent a répondu : VIVE LA RÉPUBLIQUE! VIVE LA RÉPUBLIQUE!

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire arrête :
M. Dupont (de l'Eure) est nommé président provisoire du conseil, sans portefeuille;

M. de Lamartine, ministre provisoire aux affaires étrangères;
M. Crémieux, ministre provisoire de la justice;
M. Ledru-Rollin, ministre provisoire de l'intérieur;
M. Michel Goudchoux, ministre provisoire aux finances;
M. François Arago, ministre provisoire à la marine;
M. le général Subervic, ministre provisoire à la guerre;
M. Carnot, ministre provisoire à l'instruction publique. (Les cultes formeront une division de ce ministère.)
M. Bethmont, ministre provisoire au commerce;
M. Marie, ministre provisoire aux travaux publics;
M. le général Cavaignac, gouverneur général de l'Algérie.
M. Garnier-Pagès est nommé maire de Paris.
MM. Guinand et Recurt sont nommés adjoints au maire de Paris.
M. Flotard est nommé secrétaire général.
Tous les autres maires de Paris, ainsi que les maires-adjoints, sont provisoirement maintenus comme maires et adjoints d'arrondissements.
La garde municipale est dissoute.
La préfecture de police est sous la dépendance du maire de Paris.
Le maintien de la sûreté de la ville de Paris est confié au patriotisme de la garde nationale, sous le commandement général donné à M. le colonel de Courtais.
A la garde nationale se réuniront les troupes qui appartiennent à la première division militaire.

Ad. CRÉMIEUX, LAMARTINE, GARNIER-PAGÈS,
DUPONT (de l'Eure), LEDRU-ROLLIN, ARAGO,
Membres du Gouvernement provisoire.

PROCLAMATION A L'ARMÉE.

Général, officiers et soldats,
Le pouvoir, par ses attentats contre les libertés, le peuple de Paris par sa victoire, ont amené la chute du gouvernement auquel vous aviez prêté serment. Une fatale collision a ensanglanté la capitale. Le sang de la guerre civile est celui qui répugne le plus à la France. Le peuple oublie tout en serrant les mains de ses frères qui portent l'épée de la France.
Un gouvernement provisoire a été créé; il est sorti de l'impérieuse nécessité de préserver la capitale, de rétablir l'ordre et de préparer à la France des institutions populaires analogues à celles sous lesquelles la République française a tant grandi la France et son armée.
Vous saurez, nous n'en doutons pas, ce drapeau de la patrie remis dans les mains du même pouvoir qui l'avait arboré le premier. Vous sentirez que les nouvelles et fortes institutions populaires qui vont émaner de l'Assemblée nationale ouvrent à l'armée une carrière de dévouement et de services que la nation, libre, appréciera et récompensera mieux que les rois.
Il faut rétablir l'unité de l'armée et du peuple un moment altérée. Jurez amour au peuple, où sont vos pères et vos frères! Jurez fidélité à ses nouvelles institutions, et tout sera oublié, excepté votre courage et votre discipline. La liberté ne vous demandera plus d'autres services que ceux dont vous aurez à vous réjouir devant elle et à vous glorifier devant ses ennemis.

Les membres du Gouvernement provisoire,
GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Le Gouvernement provisoire de la République déclare adopter les trois couleurs disposées comme elles l'étaient pendant la République.
Le drapeau portera ces mots: RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
DUPONT (de l'Eure), LAMARTINE, GARNIER-PAGÈS, ARAGO, MARIE, LEDRU-ROLLIN, CRÉMIEUX, LOUIS-BLANC, MARAST, FLOCON, ALBERT (ouvrier).
Paris, 25 février 1848.

DÉPARTEMENT DE LA POLICE.

Nous délégués par la République française au département de la police,
Ordonnons aux boulangers, s'ils manquent du bois nécessaire pour la cuisson du pain, de se pourvoir auprès du premier marchand de bois à leur portée, et ordonnons, au nom de la République française, à tous les citoyens d'y prêter main-forte au besoin.
Signé CAUSSIDIÈRE, SORBIÈRE.
Paris, 25 février 1848.

—M. le ministre des finances a adressé aux agents comptables de tout grade de son administration la lettre suivante:
« Paris, le 25 février 1848.
« Monsieur, le Gouvernement provisoire vient de me confier la direction de l'administration des finances. En acceptant cette position, je crois faire acte de dévouement et de bon Citoyen; c'est aussi, je n'en doute pas, ce que la France doit attendre des agents et des comptables du ministère des finances. En dehors des luttes et des passions, vous y avez

été mêlés moins que tous les autres. Que cette position reste la vôtre. Faites preuve de la même droiture et de la même exactitude à remplir vos fonctions, et tous vous pouvez compter sur mon concours et mon appui.
« Je compte aussi sur vous et sur votre dévouement à la France.
« Recevez, Monsieur, l'assurance de mon attachement et de ma considération distinguée.
Le ministre des finances,
« Michel Goudchoux. »

— La Cour de cassation a rendu aujourd'hui, sur l'invitation du ministre de la justice et conformément aux réquisitions de M. le procureur général Dupin, un arrêt portant que la justice serait désormais rendue au nom du Peuple français.

La Cour a ordonné que cet arrêt serait immédiatement transcrit sur ses registres.
A dix heures, un rassemblement considérable de Citoyens armés s'est porté sur le fort de Vincennes, qui s'est rendu à la première sommation.

— Le Gouvernement provisoire, informé que quelques militaires ont déserté et remis leurs armes, donne les ordres les plus sévères dans les départements pour que les militaires qui abandonnent ainsi leurs corps, soient arrêtés et punis selon la rigueur des lois.

Jamais le pays n'eut plus besoin de son armée pour assurer au dehors son indépendance et au dedans sa liberté. Le Gouvernement provisoire, avant de faire appel aux lois, fait appel au patriotisme de l'armée.
Pour le Gouvernement provisoire,
GARNIER-PAGÈS, LAMARTINE.

— Le Gouvernement provisoire arrête:
24 bataillons de Garde nationale mobile seront immédiatement recrutés dans la ville de Paris.

L'enrôlement commencera dès aujourd'hui, à midi, dans les 42 mairies d'arrondissement où se trouvera son domicile.

Ces Gardes nationales recevront une solde de 4 fr. 50 c. par jour, et seront habillés et armés aux frais de la patrie.

Le ministre de la guerre est chargé de se concerter avec le commandant-général des gardes nationales de la Seine, pour l'organisation, la prompte instruction et l'armement des susdits bataillons.
Hôtel-de-Ville, 25 février, 7 heures du matin.

Signé: GARNIER-PAGÈS,
Maire de Paris.
LAMARTINE.

Nous lisons dans La Presse:

M. DE LAMARTINE AU PEUPLE:

Cinq fois dans la journée, M. de Lamartine a pris la parole, et s'est adressé au peuple qui l'écoutait sous les fenêtres de l'Hôtel-de-Ville. Voici quelques-unes de ses paroles qui ont été recueillies:
« C'est ainsi qu'on vous promène de calomnie en calomnie contre les hommes qui se sont dévoués, tête, cœur, poitrine, pour vous donner la véritable République, la République de tous les droits, de tous les intérêts, de toutes les légitimités du peuple.
« Hier, vous nous demandiez d'usurper, au nom du peuple de Paris, sur les droits de trente-cinq millions d'hommes, de leur voter une République absolue au lieu d'une République investie de la force de leur consentement, c'est-à-dire de faire de cette République imposée et non consentie la volonté d'une partie du peuple, au lieu de la volonté de la nation entière; aujourd'hui, vous nous demandez le drapeau rouge à la place du drapeau tricolore. Citoyens! pour ma part, le drapeau rouge je ne l'adopterai jamais; et je vais vous dire dans un seul mot pourquoi je m'y oppose de toute la force de mon patriotisme.
« C'est que le drapeau tricolore, Citoyens, a fait le tour du monde, avec la République et l'Empire, avec nos libertés et nos gloires, et que le drapeau rouge n'a fait que le tour du Champ-de-Mars, traîné dans les frottes de sang du peuple.
« A ces traits du discours de M. de Lamartine, dans cette étonnante séance de soixante heures, au milieu d'une foule irritée, ou s'attendrit tout-à-coup pour M. de Lamartine, on bat des mains, on verse des larmes, et on finit par l'embrasser, par prendre ses mains et par le porter en triomphe. Un moment après, de nouvelles colonnes s'avancent armées de sabres, de baïonnettes; elles frappent aux portes; elles s'accablent dans les salles. On s'écrie que tout est perdu, que le Peuple va tirer ou étouffer les membres du gouvernement provisoire. On demande M. de Lamartine. On le supplie d'aller encore une fois, une dernière fois, faire entendre sa voix à la multitude en fureur. On l'élève sur une marche de l'escalier; la foule reste une demi-heure sans vouloir l'entendre, voilée, brandissant les armes de toute nature au-dessus de sa tête. M. de Lamartine se croise les bras, reprend la parole, et finit par attendre, compter, caresser ce peuple intelligent et sensible, et par le déterminer ou à se retirer ou à servir lui-même de sauvegarde au Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Les élèves de l'école polytechnique et les citoyens de Bassano et de Solms sont chargés de veiller à l'exécution pleine et entière des arrêtés pris par le gouvernement provisoire de la République pour les subsistances de toute nature.

Ils tiendront la main à ce que, notamment, les boulangers soient suffisamment approvisionnés. Tous pouvoirs leur sont donnés à cet égard, et à cet effet ils se rendront aux halles et entrepôts, et s'assureront de la mise en état complète des approvisionnements; ils sont autorisés à requérir la force armée pour en assurer les délivrances.

Ils devront aussi, et les citoyens gardiens des barricades devront les aider dans cette grande mission, faire en sorte que la circulation soit assez libre pour permettre les arrivages.

Aujourd'hui que Vincennes et les forts sont pris, il n'y a plus de nécessité aussi grande de se garder contre une invasion nouvelle.
Les membres du gouvernement provisoire de la République.

NOUVELLES DIVERSES.

Le tyran et sa famille se sont embarqués ce matin au Tréport pour l'Angleterre.

— La République a été proclamée à Bruxelles. Léopold a quitté la capitale.

— La Banque de France a ouvert ses comptoirs et paye à bureau ouvert.

L'amiral Baudin a accepté le commandement de la flotte.

— Les ex-députés Dufaure et Billaut ont adhéré au Gouvernement provisoire.

— La mise en liberté des détenus pour cause politique a été ordonnée par le télégraphe, avec ordre de leur donner les moyens de rentrer dans leurs foyers.

— M. le général Duvivier a été nommé et a accepté le commandement de la Garde nationale mobile.

— Nous apprenons, par une dépêche télégraphique, que la République a été proclamée à Dijon.

— Divers journaux de Lille annoncent qu'à la nouvelle des événements de Paris, des rassemblements se sont formés dans cette ville. Le préfet du département avait annoncé un bal pour le 24 au soir. En apprenant que le sang coulait dans la capitale, l'administration municipale a refusé de s'y rendre; le bal a eu lieu néanmoins, et un attroupement s'est porté sous les fenêtres du préfet en faisant entendre le cri: On ne danse pas sur les morts!
Le général Négrier avait reçu l'ordre de faire partir pour Paris le 57^e de ligne: une foule considérable a accompagné ce régiment à la gare du chemin de fer en criant ne tirez pas sur nos frères!

— A Amiens, une foule avide de nouvelles se pressait aux environs de la gare du chemin de fer et manifestait les plus vives sympathies pour la cause populaire.
A Troyes, un négociant a illuminé sa maison dans la soirée du 24, et on lisait sur un transparent: AUX BRAVES DÉFENSEURS DE NOS LIBERTÉS. La population, attirée par ce spectacle, a applaudi à plusieurs reprises.

— Des Citoyens bien renseignés annoncent à la Bourse une émeute à Londres. Nous donnons cette nouvelle sous toute réserve.

— On voit écrit, sur les piliers de la grille des Tuileries: « Hôtel des Invalides civils. »

— Le mont Valérien s'est rendu après cinq heures de résistance.

— Le directeur de la Banque de France a mis 100,000 francs, destinés aux ouvriers blessés, à la disposition du Gouvernement provisoire.

— M. Guizot s'est enfui de l'hôtel du ministère des affaires étrangères, déguisé en domestique. Il est sorti du ministère comme il y était entré.

— Avant-hier, pendant que les Citoyens victorieux, après s'être emparés du trône du tyran, le portaient en triomphe à la place de la Bastille pour le brûler, un jeune ouvrier s'est écrié: « Voici la première fois que le trône s'appuie sur le peuple! »

— Parmi les traits d'héroïsme qui ont signalé la glorieuse matinée du 24, nous en citerons un qui est d'une simplicité antique:

Au moment où un bataillon de la ligne s'apprêtait à charger les défenseurs d'une barricade de la rue Saint-Honoré, un jeune homme s'élançant tenant un drapeau tricolore à la main, debout sur la barricade, il roule le drapeau autour de son corps, et s'adressant à la troupe: « Osez-vous maintenant faire feu? » Les soldats saisis d'admiration s'arrêtent, tirent leur fusil en l'air et les livrent aux Citoyens.

IMPRIMERIE DE NAPOLEON CHAIX ET C^e, RUE BERGÈRE, 8.